Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 35 (2019)

Buchbesprechung: Comptes rendus

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 03.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

COMPTES RENDUS

Roman Rossfeld, Christian Koller et Brigitte Studer (éd.),
Der Landesstreik. Die Schweiz im November 1918,
Baden, Hier und Jetzt, 2018,
456 pages

C'est un fort volume sur la grève générale que proposent les éditions Hier und Jetzt, près de 500 pages, richement illustrées. Après une introduction générale, seize contributions sont réparties en cinq parties, centrées sur les questions sociales, sur la situation politique, sur les perspectives de classe et de genre, sur les différences régionales et enfin sur la narration et les mémoires de l'événement. Même s'il s'enferme dans une vision assez cloisonnée de l'événement, anniversaire oblige, le livre est riche : il complète, et parfois renouvelle, nos connaissances sur plusieurs points, parce que nombre de contributions sont basées sur des travaux en archives et qu'elles amènent donc du matériel original, loin des commentaires généraux assez convenus que l'on a beaucoup entendus en cette année de commémoration.

L'introduction rappelle que la grève générale est, plus qu'un événement exceptionnel, le moment fort d'une séquence de fortes turbulences sociales qui va des années 1917 à 1919 – mais l'ouvrage lui-même en tient peu compte –, avant de focaliser sur les événements de novembre, et de terminer par un état de la question qui pointe quelques lacunes et appelle, sans grande originalité, à une histoire des émotions ou une histoire transnationale pour de futures recherches.

Ouvrant la première partie, Maria Meier revient dans sa contribution sur l'argument d'une amélioration de la situation matérielle à la veille de la grève, récemment soulignée par quelques historiens. Cette amélioration est faible, ponctuelle, très mal répartie. De fait, les grèves bâloises de 1919 sont menées avec les mêmes revendications sur la vie chère… Occasion de rappeler ici que pour la Suisse, la Grande Guerre ne se termine pas en 1918, mais en 1919 : c'est seulement à ce moment-là que le blocus allié est levé et que le Conseil fédéral envisage de renoncer aux pleins pouvoirs. Poursuivant cette réflexion sur la paupérisation des milieux ouvriers, Reto Zitelmann documente la question du logement, aussi importante dans le processus de paupérisation que celle toujours évoquée de l'approvisionnement : les loyers ont augmenté, le bois de chauffage est hors de prix… Matthias Ruoss s'intéresse aux discussions autour de l'État social qui s'engagent à ce moment-là, avec notamment la participation des organisations paysannes et féminines, et il conclut sur l'idée qu'un véritable changement de paradigme intervient dans les années vingt, les assurances sociales paraissant dès lors comme un aspect de la société salariée, même si leur actualisation attendra le lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Dans la seconde partie, Dorothe Zimmermann rappelle que la crainte d'une révolution est bien répandue dans les milieux bourgeois, que les

gardes civiques ne sont pas une réponse à la grève mais qu'elles l'ont souvent précédée, et elle montre combien cet antisocialisme se perpétue au sein d'une association comme la Fédération patriotique suisse. Sebastian Steiner explique comment les pleins pouvoirs permettent au Conseil fédéral d'élargir le champ d'application de la justice militaire, en y soumettant des faits qui jusque-là ne relevaient pas d'elle. Olivier Schneider détaille quant à lui le jeu parfois ambigu des socialistes face aux pleins pouvoirs. Dans un premier temps, ils ont pu espérer que ces derniers pourraient servir à imposer certaines mesures aux milieux économiques. Cet espoir déçu les poussera à des actions extra-parlementaires. On retrouve ici la thèse d'une grève générale comme le résultat de la non-intégration des socialistes au pouvoir.

La troisième partie du livre porte sur les différences de classes et de genre. Roman Rossfeld montre combien la peur a dicté son action aux partis bourgeois, une peur aux visages multiples qui, pour être irrationnelle, n'en est pas moins réelle, mais qui, pour en être réelle, n'en est pas moins par ailleurs instrumentalisée dans le combat pour l'exclusion des socialistes des responsabilités du pouvoir – et l'on pense ici à la philosophe Simone Weil expliquant la rage antisocialiste de la bourgeoisie par le fait qu'elle ne se pardonne pas d'avoir été effrayée par des gens qu'elle considère comme inférieurs. Katharina Herrmann revient sur la question du rôle des femmes dans la grève générale. Elle rappelle que, dans un premier temps, c'est le problème de l'approvisionnement qui fait descendre les femmes dans la rue, et non des considérations politiques. Lors de la grève générale, certaines femmes se trouvent dans les manifestations mais la plupart sont dans son ombre, à garder les enfants et veiller que les grévistes ne boivent pas. Du côté bourgeois, l'engagement féminin est fort aussi, en soutien aux soldats mobilisés et aux victimes de la grippe. Le désir de quelques-unes de dépasser les antagonismes de classe pour fédérer les femmes sur la question du suffrage ne débouchera sur rien. Enfin, dans une contribution neuve et très stimulante, Juri Auderset et Peter Moser cassent la vision paresseuse si souvent utilisée d'un « bloc paysan », déconstruisant les clichés pour montrer la complexité du monde rural, au niveau sociologique comme au niveau idéologique, ses divisions, son ambivalence aussi, en phase avec le prolétariat lorsque sont évoquées la protection du travail, une rémunération juste et la limitation du capitalisme, mais en phase avec la bourgeoisie dans la défense de la propriété. L'article ouvre de nombreuses pistes intéressantes sur un monde rural peu connu des historiens du mouvement social.

Portant sur les différences régionales, la quatrième partie est assez surprenante. Non que les contributions de Peter Heim sur Olten, de Thomas Buomberger sur Winterthur, de Max Lemmenmeier sur Saint-Gall ou d'Andreas Thürer sur le Tessin ne soient pas de qualité, et il est évident que l'histoire locale permet d'affiner nos connaissances sur le déroulement de la grève, mais cette façon d'effacer la Suisse romande d'un livre qui se veut synthèse nationale laisse songeur.

Dans la dernière partie, Christian Koller revient sur un sujet déjà bien travaillé, la peur de l'étranger et son

utilisation dans le discours anti-gréviste, en ne citant jamais les articles pionniers de Gérald et Silvia Arlettaz, ce qui en dit long sur le caractère très alémanique de ce livre, mais aussi sur certaines mœurs académiques. Patrick Kury s'intéresse à la grippe, la plus grande catastrophe démographique de l'histoire de la Suisse moderne, et marque les étapes de son instrumentalisation. Lors de la première vague de l'épidémie, en été, presse bourgeoise et presse socialiste se retrouvent pour dénoncer les lacunes du service sanitaire de l'armée – donnant aussi au clan Wille l'occasion d'une revanche sur le colonel Carl Hauser, chef du service sanitaire, qui, quelques mois plut tôt, avait émis de sérieux doutes sur les capacités intellectuelles du vieux général. Lors de la deuxième vague, en novembre, le discours bourgeois change complètement, faisant cette fois des socialistes les principaux responsables des victimes de la grippe. Pour clore le livre, un article de Daniel Artho détaille les deux récits, opposés et très émotionnels, qui se mettent en place rapidement dès la fin de la grève générale : le récit bourgeois, aux relents conspirationnistes, d'une tentative révolutionnaire suscitée et soutenue par les bolcheviques russes, le récit social-démocrate, au ton justificateur, d'une grève née des conditions de vie difficiles de la classe ouvrière et qui n'aurait jamais eu de finalité révolutionnaire. On le sait, le premier a longtemps dominé, et il est régulièrement réactivé dans certains milieux, tandis que le second s'est imposé depuis l'ouvrage de Gautschi paru en 1968 – et on relèvera au passage que c'est encore la thèse principale de l'ouvrage…

En portant attention à des acteurs nouveaux, en approfondissant certaines thématiques, en nuançant le processus par des analyses locales, ce livre enrichit notre connaissance de la grève générale. Mais on attend toujours l'ouvrage qui sortirait de la fétichisation de ces trois jours, qui à la fois examinerait la question dans une séquence chronologique plus étendue – qui permettrait notamment de réintégrer les régions considérées comme périphériques, en prenant par exemple en compte la grève générale de Chippis (1917), ou la tentative de grève générale de Fribourg (1917), et inclurait les grandes grèves de 1919 – et la penserait dans une perspective plus large.

ALAIN CLAVIEN

Jean-Claude Rennwald, Adrian Zimmermann (dir.), avec des contributions de Laurent Andrey, Mathias Reynard et Julien Wicki, *La Grève générale de 1918 en Suisse. Histoire et répercussions,* Neuchâtel, Livreo-Alphil, 2018, 159 pages

L'année du centenaire, de nombreux articles et ouvrages ont été consacrés à la grève générale. Parmi ces derniers, le cahier spécial associant *traverse* et l'AÉHMO se voulait, lui, à la pointe de la recherche universitaire. Il manquait peut-être, dans cette abondante bibliographie, un bref ouvrage de synthèse s'adressant à un large public. C'est le pari tenu par les cinq auteurs de la publication éditée dans la collection Focus, qui a cette vocation de bonne vulgarisation.

La première partie du livre montre bien que la grève générale n'a pas

éclaté comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. L'accent est mis sur les difficultés économiques qui touchent une grande partie de la population, notamment les familles des soldats mobilisés. On assiste donc, tout au long de cette année 1918, à des manifestations populaires contre la vie chère, mais aussi contre le militarisme. Est-il besoin de dire que les auteurs balaient la thèse du « complot bolchevique », abandonnée en tout cas depuis 1968 par les historiens sérieux ? Sans doute en revanche le contexte international a-t-il joué son rôle : révolution russe d'octobre 1917, effondrement militaire et institutionnel des Empires centraux en novembre 1918.

Le déroulement de la grève générale elle-même est décrit avec précision et sobriété. On ne reviendra pas ici sur les faits : ils sont connus… même si une importante partie de la population ignore tout, aujourd'hui, de cet événement majeur de l'histoire suisse contemporaine. On constate que le comité d'Olten est rapidement dépassé par les aspirations de la base. Sur la thèse de la « capitulation », considérée comme honteuse par l'extrême gauche, les auteurs se montrent nuancés.

Les pages les plus originales de ce petit livre sont consacrées à l'ampleur et au vécu de la grève dans les différentes régions de Suisse romande. Dans l'Arc jurassien, la grève est massivement suivie dans les villes horlogères. À Delémont, elle est surtout le fait des cheminots, la plupart alémaniques. À Genève et dans le canton de Vaud francophiles, l'atmosphère est plutôt à la fête de la victoire des Alliés. Mais contrairement à ce qui avait été longtemps prétendu, la grève n'en est point absente. À Genève, elle mobilise surtout les tramelots et les cheminots. Elle reste certes marginale dans un canton de Vaud encore très agricole. Le chapitre consacré au Valais se révèle particulièrement intéressant. Il propose une excellente synthèse du processus d'industrialisation et de syndicalisation dans ce canton resté longtemps isolé, rural et conservateur. Ce qui a permis à la grève de 1918 d'y déployer aussi ses effets, dont la presse réactionnaire de l'époque donne une image caricaturale. Le canton où la grève a le moins de succès est Fribourg, alors très catholique et conservateur. C'est là que l'État-major va chercher les troupes mobilisées contre les grévistes et déployées à Berne. Et les soldats victimes de la grippe espagnole seront longtemps perçus comme des héros, une mythologie exploitée notamment par les groupes fascistoïdes autour de Jean-Marie Musy et Gonzague de Reynold.

Dépassant le cadre strict de la grève générale de novembre 1918, le livre offre quelques bonnes pages sur l'histoire passée et présente des grèves en Suisse. Enfin, sortant de nos frontières, il donne un aperçu de quelques mouvements de grèves emblématiques et particulièrement importants dans le monde. Sait-on par exemple que, le 2 septembre 2016, une grève mobilisa 150 à 180 millions de travailleurs en Inde ?

En bref, la publication de Livreo/Alphil constitue une bonne première approche de la grève générale perçue, malgré son caractère exceptionnel en Suisse, non comme un phénomène unique, mais s'inscrivant dans l'histoire longue des mouvements ouvriers et populaires, pour lesquels la grève apparaît bien comme l'arme suprême du combat.

PIERRE JEANNERET

Francesca Falk, *Gender Innovation and Migration in Switzerland,*
Palgrave, 2019, 96 pages
disponible à l'adresse :
https://doi.org/10.1007/978-3-030-01626-5

Dans ce livre disponible en *open access*, Francesca Falk propose de relire l'histoire des transformations sociopolitiques relatives au genre, ou plus précisément à l'émancipation des femmes, sous l'angle migratoire. En clair, de renverser les mécanismes d'analyse : au lieu de chausser les lunettes du genre pour explorer l'histoire des migrations, il s'agit de « migrantiser » l'histoire du genre, en particulier ici de la *gender innovation*, un concept que l'autrice emploie pour parler des transformations sociopolitiques qui affectent les relations de genre.

Falk traite ici quatre thématiques de l'histoire contemporaine : la division sexuelle du travail, les crèches, les hautes écoles et la question du suffrage féminin. Si certains passages sont moins convaincants, c'est que ce livre est avant tout un essai : s'appuyant moins sur des archives que sur une importante revue des travaux existants – la bibliographie, malheureusement disponible uniquement en notes de bas de page, est considérable – l'ouvrage avance de nombreuses hypothèses, que l'historienne se propose de travailler ultérieurement.

Le premier thème est sans doute le plus convaincant. Nul doute que les mouvements migratoires, émigration ou immigration, ont une influence sur la structure du travail. L'émigration saisonnière des Tessinois, au 19e siècle, oblige les femmes restées à la campagne à s'occuper de lourds travaux, ce qui peut amener à remettre en question une division des tâches considérée comme naturelle, par exemple. De même, la participation helvétique aux missions religieuses, dans les colonies, vient bouleverser les opportunités et restrictions que connaissent les femmes au début du 20e siècle en Suisse. Mais, comme le reconnaît l'autrice, ici les privilèges des unes se retrouvent à l'intersection des discriminations de genre qu'elles vivent et de la triple subordination (race, genre, mais aussi classe) des colonisées. Dans ces deux cas, si la migration vient troubler certaines normes de genre, elle n'est toutefois pas forcément un moteur d'émancipation ni de révolte. Il manque ainsi une analyse en termes de pouvoir : certes, la division sexuelle du travail est impactée par la migration, mais remet-elle vraiment en question les hiérarchies de genre, de classe et de race ?

L'exemple des crèches est sans doute le plus prometteur des quatre champs observés par Falk. Elle avance l'hypothèse que les travailleuses immigrantes ont été un moteur pour le développement des structures extrascolaires. Souvent obligées de cumuler travail salarié et soin des enfants, elles auraient été plus légitimes que les femmes suisses dans leurs demandes de prises en charge, contribuant ainsi à normaliser un phénomène encore mal considéré dans les années de l'après-guerre. Il reste toutefois à étudier plus précisément ce phénomène et surtout à le comparer à la situation des familles ouvrières sans passé migratoire. Dans celles-ci également se pose la question de la prise en charge des enfants, et probablement que nombre d'entre elles n'ont

pas non plus à disposition un réseau familial de soutien.

Quant à l'entrée des femmes dans les hautes écoles en Suisse et leurs droits politiques, la démonstration s'avère plus délicate à mener. Bien avant la plupart des pays voisins, les portes des universités s'ouvrent aux femmes dès la seconde partie du 19e siècle. La majorité des étudiantes sont alors des étrangères et elles forment le quart des effectifs estudiantins avant la Première Guerre mondiale. Falk estime que l'on omet trop souvent de parler des origines étrangères des premières professeures ou chercheuses, ou de leurs longs séjours à l'étranger. Elle souligne également qu'on les trouve nombreuses dans les associations de défense des droits des femmes, mais que l'historiographie passe trop souvent sous silence leurs expériences de migration (y compris de migration intérieure, un aspect cependant moins convaincant de son argumentation) qui jouent pourtant selon elle un rôle essentiel dans la formation politique de beaucoup d'activistes. En effet, la dimension transnationale comme la migration jouent un rôle dans cette histoire. Pourtant, dans ces deux cas, l'étranger a également fait office de repoussoir, en particulier dans le cas des débats relatifs à la reconnaissance du droit de vote des femmes. Falk en est consciente et le montre avec l'exemple particulier d'un débat au Conseil national en 1958. Le député libéral J. Chamorel souligne le risque de voir des étrangères récemment mariées à des Suisses – et naturalisées ainsi automatiquement – obtenir subitement le droit de vote, un risque pour la démocratie selon lui. Dans ce même débat, d'autres députés agitent également la perfection de la démocratie suisse qui n'aurait nul besoin d'une innovation étrangère comme les droits politiques des femmes.

Ainsi, la migration, si elle n'est pas forcément agente d'innovation ou de progrès social, est en revanche présente dans tous les domaines de la société et vient participer, d'une manière ou d'une autre, à définir, redéfinir, troubler, les frontières du genre. Elle s'invite dans tous les débats, des crèches au droit de vote, facilitant certaines prises de conscience ou faisant office d'argument contre le changement. En cela, Falk réussit son pari en démontrant que le passé peut être « migrantisé » : il ne s'agit pas d'écrire une histoire de plus des migrations, mais de se départir d'un « biais sédentaire » et de rendre visible cette réalité sociale dans tous les domaines.

Si Falk n'est pas la première à plaider pour une intégration du volet migratoire à l'histoire suisse, non comme un addendum, mais bien comme un paramètre usuel, elle montre ici concrètement comment cette perspective peut s'envisager dans le cadre de l'histoire des femmes – le genre étant ici réduit finalement à la perspective de l'émancipation des femmes. À vrai dire, le trait est parfois poussé, mais le livre fait réfléchir, et c'est bien le but de l'autrice. Elle illustre à quel point l'histoire suisse est traversée par la migration, et le fait que celle-ci influence donc non seulement l'économie ou la politique, mais aussi les relations sociales. Une réalité historique encore difficilement acceptable dans un pays où les débats politiques se focalisent malheureusement encore souvent sur la nouveauté ou le danger de la migration.

PAULINE MILANI

Jean-Luc Portmann, *Histoire de l'objection de conscience en Suisse au 20e siècle. Aspects historiques, politiques et juridiques,*
Neuchâtel, édition à compte d'auteur, 2017, 315 pages

Jean-Luc Portmann a été secrétaire du Centre Martin Luther King (CMLK) de Lausanne à la fin des années 1980. Il était notamment conseiller pour des (potentiels) objecteurs au service militaire. Atteint dans sa santé, comme il l'indique au début de son livre, il a toutefois rassemblé l'énergie nécessaire pour réaliser cette contribution sur l'histoire de l'objection de conscience en Suisse au 20e siècle.

L'auteur base son propos à la fois sur des sources et des travaux historiques. Pour les premières, il a surtout mobilisé les archives du CMLK, pour partie déposées dans son centre de documentation à Lausanne et pour partie à la Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds. Il utilise essentiellement des brochures, des dossiers spéciaux et des articles de la presse militante, autrement dit des sources publiées, et très peu de sources internes. Jean-Luc Portmann fait également usage de textes de lois et de publications parlementaires (Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale, Feuille fédérale). La liste des travaux historiques, référencés en bibliographie, est fournie, quoique datée pour certaines contributions.

L'auteur a fait un effort considérable pour présenter une histoire générale de l'objection de conscience en Suisse au siècle dernier. Son livre est divisé en trois parties. La première dresse un panorama du phénomène jusqu'en 1924. Après un survol sur l'Antiquité, l'auteur se concentre sur les communautés religieuses qui, au 19e siècle, alimentent traditionnellement les rangs des objecteurs (anabaptistes, mennonites, amish), avant de présenter, en deux chapitres, l'impulsion donnée à l'objection au début du 20e siècle par quelques figures marquantes, qui contribuent à politiser le phénomène et à créer un débat autour d'un possible service civil. La deuxième partie de l'ouvrage traite des parcours d'objecteurs pendant la guerre froide. L'auteur pose tout d'abord le cadre général de l'objection sur cette période : interventions parlementaires à Berne, révisions importantes du Code pénal militaire, situation générale de l'objection de conscience en Europe, positions des Églises protestante et catholique sur ce sujet, actions d'institutions et d'organisations internationales en faveur des objecteurs. Puis il se penche sur les alternatives au refus de servir (sortie par la voie médicale, service sans arme), avant d'aborder le parcours judiciaire et carcéral des objecteurs suisses, pour terminer par une présentation critique de la catégorisation faite par la justice militaire entre « objecteurs de conscience » reconnus et « réfractaires ». Enfin, la troisième partie se penche sur les débats et les luttes pour l'instauration d'un service civil, et se focalise sur la période qui va de la fin des années 1960 jusqu'à l'introduction de la Loi sur le service civil en 1996. L'auteur présente dans cette partie les jalons les plus importants jusqu'à 1996 : initiative de Münchenstein, rejetée en votation populaire en 1977, et celle « Pour un authentique service civil basé sur la preuve par l'acte », rejetée également en 1984. Un tournant s'amorce avec l'électrochoc de la votation du 26 no-

vembre 1989, quand un tiers des Suisse·sse·s acceptent l'initiative du Groupe pour une Suisse sans armée. Un arrêté fédéral pour l'introduction d'un service civil est finalement accepté largement en votation populaire en 1992, ouvrant la voie à l'élaboration d'une loi en ce sens et son entrée en vigueur en 1996. L'auteur termine cette partie par des considérations sur l'évolution du service civil et de ses modalités de 1996 à 2009.

Malgré l'effort relevé ci-dessus, l'ouvrage présente deux problèmes de fond importants. Le premier, symptomatique dans la bibliographie où les sources et les travaux historiques sont mélangés, réside dans le fait que l'auteur les traite de la même façon et au même niveau, dénotant par là un manque de recul critique par rapport aux premières, qui sont prises au mot. Le deuxième concerne la dimension diachronique, souvent absente. Ainsi, le propos peut porter sur plusieurs décennies tout en étant basé sur des sources d'une période très limitée, sans que l'auteur questionne un éventuel changement sur ce laps de temps ni n'interroge la validité d'appliquer un raisonnement sur une période donnée en utilisant des sources potentiellement anachroniques.

Si cet ouvrage ne répond pas assez aux exigences méthodologiques de la discipline historique, il n'en reste pas moins que l'auteur a réalisé un travail d'ampleur. La lecture du livre peut ainsi être conseillée à des profanes, qui pourront y trouver une introduction générale au thème de l'objection de conscience face au service militaire en Suisse sur la période contemporaine.

NIELS REBETEZ

Florian Eitel, *Anarchistische Uhrmacher in der Schweiz,*
Bielefeld, transcript, 2018,
628 pages

Quand j'ai écrit une petite histoire de la Fédération jurassienne, il y a bien longtemps, j'avais lu quelques livres, feuilleté des journaux de la Première Internationale, consulté des archives à l'Institut international d'histoire sociale à Amsterdam. Une page de bibliographie, deux douzaines de notes en bas de page.

La thèse publiée de Florian Eitel comporte une bibliographie de 33 pages serrées et un nombre incalculable de notes; il a aussi eu accès à de riches sources en ligne. Mais ce n'est pas là l'essentiel: c'est la démarche de l'auteur qui compte – avec son patient travail de dépouillement de registres et de plans – et sa manière originale de raconter l'histoire des horlogers du Vallon, de réfléchir sur la naissance du mouvement anarchiste.

Il nous emmène d'abord au cœur de Saint-Imier et de Sonvilier, en cinq chapitres: l'espace, le marché, les frontières, les réseaux, le temps, toutes ces dimensions sont en pleine transformation, dans le dernier tiers du XIXe siècle, et préfigurent l'avènement de la mondialisation. Des immeubles se construisent dans les bourgades, et le train arrive en 1874, reliant petit à petit La Chaux-de-Fonds à Bienne et aux grandes lignes de chemin de fer; la photographie en témoigne. Le marché des montres est confronté à la concurrence américaine, des usines s'installent, les machines modifient les conditions du travail à domicile traditionnel; la mobilité de la main-d'œuvre en témoigne. Le temps ancien était donné

par la liturgie sonnée par l'horloge de l'église ; en 1840 le clocher porte fièrement quatre horloges aux quatre points cardinaux, panoptique financé par la bourgeoisie qui rehausse son pouvoir en même temps qu'elle rehausse le clocher. Et lorsque l'Observatoire de Neuchâtel unifie l'heure légale, en 1874, le principal industriel de Saint-Imier, Ernest Francillon, n'entend pas se faire déposséder de son pouvoir : « L'heure de la Fabrique est exactement de 5 minutes en avance sur le Régulateur municipal », assène le règlement de la fabrique Longines.

La deuxième partie de l'ouvrage entonne une mélodie nouvelle. On se retrouve au Congrès international de Saint-Imier, le 15 septembre 1872, où quinze délégués, dissidents de l'Association internationale des travailleurs, et nombre d'assistants vont fonder « l'Internationale antiautoritaire ».

C'est d'abord des militants qu'il est question. Pour les membres de la Fédération jurassienne, des bribes de biographies font le lien avec les métiers, les origines et les classes de revenus détaillés dans la première partie. Les *« altgediente Revolutionäre »* sont mieux connus, de même que les exilés de la Commune de Paris qui ont trouvé refuge en Suisse et les délégués venus d'Italie ou d'Espagne. Mais on rencontre aussi dans les rues de Saint-Imier une petite cohorte de jeunes russes ; les sept femmes sont étudiantes en médecine à Zurich.

Les quatre résolutions adoptées vont devenir, au cours des années suivantes, une sorte de charte du mouvement anarchiste – on trouve les textes jusque sur wikipedia, en français. Florian Eitel emprunte ici le langage du médecin : les considérants posent le diagnostic des maladies dont souffre l'Internationale, pour ensuite proposer des remèdes : la conclusion d'un pacte d'amitié et de solidarité, en vue de l'organisation de la résistance et de la destruction de tout pouvoir politique.

Mettant en garde contre les interprétations téléologiques de ces textes, l'auteur n'y échappe pas totalement et n'évite pas toujours les anachronismes lorsqu'il se réfère à des travaux ultérieurs, notamment dans la recherche des « racines » de l'anarcho-syndicalisme et du syndicalisme révolutionnaire. Le chapitre suivant est plus original, qui examine la diffusion et la réception des résolutions : réunions, congrès régionaux, journaux (et leurs imprimeries), correspondances, conférences, jusqu'aux actions directes comme les grèves ou les manifestations font connaître le sens du pacte de Saint-Imier de par le monde. Le développement des sociabilités et des réseaux est évidemment concomitant. Une jolie erreur de lecture, due sans doute à une coquille typographique, évoque « le lieu qui unit les travailleurs du monde entier » (p. 368 ; il s'agit évidemment du lien) et entraîne des digressions un peu biaisées sur l'intrication entre le local et le « global » ; erreur vénielle, qui n'enlève rien à la démonstration, fondée sur le dépouillement de très nombreuses sources.

La troisième partie nous ramène au Vallon, ce « laboratoire du fédéralisme anarchiste » (p. 429). Pendant une dizaine d'années s'y activent des sociétés de résistance, des mutuelles, s'y développent des pratiques culturelles originales. Ce n'est pas là que se forment les syndicats les plus importants, ni que se mènent les grèves les plus combatives, ni encore que se

lancent des tentatives d'insurrection. Mais sur des bases très concrètes on élabore les possibilités de la société future, qui passe par le refus de la politique traditionnelle, donc la rupture avec le Parti radical. Avec les limites que l'on peut imaginer : l'organisation se limite pratiquement aux ouvriers horlogers et non aux autres métiers, les femmes y ont peu de place et de visibilité. Mais on s'adresse aux « compagnons », « ouvriers illustres des pays qu'on appelle étrangers… À bas les frontières » (cit. p. 469).

La construction d'une communauté passe par la presse et la correspondance, ainsi que par les éléments visuels, décors et surtout photographie. Les petites photos cartonnées au format de cartes de visite s'échangent et circulent, on en trouve dans quantité de fonds d'archives, de dossiers de police, pas toujours identifiées. Il faut examiner l'avers et le revers pour découvrir les traces d'un photographe méconnu de Saint-Imier, Sylvain Clément, membre actif de la Fédération jurassienne.

Et puis, on chante ! Bien sûr, en Suisse on chante partout, de l'école à l'armée, les airs sont connus, de nouvelles paroles s'y adaptent, des couplets s'improvisent. Florian Eitel a repéré onze chansons spécifiques créées entre 1869 et 1877. Elles disent la condition ouvrière, la répression, la lutte ; elles exaltent l'internationalisme, le drapeau rouge, la solidarité. Solidarité mise en pratique lors de procès, de grèves, ici et ailleurs : on envoie des souscriptions aux compagnons, on met en garde ceux qui pourraient être recrutés comme briseurs de grève.

Tout cela contribue à construire une représentation de la révolution sociale et du monde nouveau. En bons positivistes, les anarchistes pensent que la connaissance, la maîtrise de la statistique notamment, rendront inutiles les gouvernements, caduc l'État. La commune sera une cellule de base de la grande fédération universelle ; la Commune de Paris a montré l'exemple. Les images météorologiques ne manquent pas, « l'aurore d'un jour nouveau », *« il sole dell'avvenire »*.

Pour nous y préparer, lisons l'ouvrage de Florian Eitel ! Un gros livre, et cher, mais il est accessible en téléchargement sur le site de l'éditeur. C'est la version retravaillée d'une thèse universitaire, un peu alourdie (à mon goût) de considérations théoriques et de concepts parfois curieux ; on pourra choisir plutôt de partager la vie des ouvriers horlogers du val de Saint-Imier, il y a 150 ans, de partager leurs révoltes et leurs espoirs.

MARIANNE ENCKELL

Paolo Barcella, Alessandro Moreschi, Mattia Pelli, Gabriele Rossi & Nelly Valsangiacomo, *Scioperare nel Duemila. Le Officine ferroviarie di Bellinzona e la memoria operaia,*
avec le dvd du documentaire
Giù le mani de **Danilo Catti,**
Rome, Donzelli Editore, 2018,
166 pages

Cet ouvrage collectif publié en Italie rend compte d'une double expérience d'histoire sociale en Suisse. Il évoque à la fois l'importante grève des ateliers mécaniques des Chemins de fer fédéraux à Bellinzone (7 mars-8 avril 2008) et le travail de documentation

immédiate en vue de son histoire et de sa mémoire qui a été assuré par des membres de la Fondation Pellegrini-Canevascini. Cette grève d'environ 430 ouvriers qui a été largement soutenue dans le canton du Tessin, et à l'issue de laquelle les emplois menacés ont été en principe préservés, avait donné lieu d'emblée à des publications, notamment dans les *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier* de 2008 où Gabriele Rossi évoquait déjà les traces de la grève. Mais cet ouvrage en offre un portrait plus complet qui intègre la parole de nombre de ses protagonistes.

Introduit par Paolo Barcella avant une synthèse de l'histoire des grèves en Suisse proposée par Nelly Valsangiacomo, l'ouvrage est ensuite prolongé par une évocation chronologique, rédigée par Gabriele Rossi, de l'histoire des ateliers CFF de Bellinzone depuis le percement de la ligne du Gothard au XIXe siècle jusqu'à 2018. Alessandro Moreschi et Mattia Pelli présentent pour leur part les sources recueillies pendant une grève qu'ils qualifient à juste titre de cantonale et dans lesquelles sont inclus le rôle et les paroles des femmes. Ils soulignent notamment l'intérêt du recueil de sources orales pour des moments clés comme la journée du 7 mars 2008 ou pour tout le déroulement de la grève, recueil qui débouche sur une pluralité de récits factuels mais aussi personnels, avec de l'émotion et de l'incertitude. L'appui massif de la société tessinoise, le sentiment d'avoir enfin pu mettre un frein à une succession d'attaques contre le monde du travail et le rôle des assemblées de grève dans la dynamique du mouvement figurent parmi les thèmes qui sont mis en évidence. Et il est aussi question des manières dont les uns et les autres ont vécu la fin de la grève et ce qui l'a suivie.

Une seconde partie, rédigée par Paolo Barcella et Nelly Valsangiacomo, reconstruit un récit de ce canton en grève à partir des sources orales susmentionnées. Elle fait donc parler des acteurs publics de la grève et d'autres qui restent anonymes. Les thématiques qui sont mises en évidence à travers leurs propos sont ici particulièrement significatives, notamment les tensions avec la faîtière nationale du syndicat, la rupture qu'a représenté la cessation de travail, les craintes de certains pour leur avenir et leur situation économiques, l'importance des soutiens extérieurs, la colère, la dignité et leur expression collective. Toutefois, comme le déclare la femme d'un ouvrier, après la grève, les incertitudes sont demeurées et la sécurité n'était pas encore au rendez-vous.

Un dernier chapitre donne la parole, sous la forme d'un entretien, à Danilo Catti, l'auteur du film documentaire dont le dvd est fourni avec le livre.

Comme la contribution de Gabriel Rossi le montre dans sa dernière partie, l'issue positive de cette grève défensive contre une restructuration menaçant l'emploi de plus d'une centaine de salariés était des plus fragile. Le récent rejet, en mai 2019, d'une initiative cantonale issue du mouvement de grève ouvre désormais la porte au transfert des ateliers CFF dans un nouveau centre à Castione, un peu plus au nord. Du point de vue des initiants et des anciens grévistes, ce projet n'est malheureusement pas sans risque pour l'emploi.

En fin de compte, cet ouvrage offre une synthèse originale de l'histoire de la grève de Bellinzone non seulement en nous restituant l'essentiel des faits, mais aussi en rendant compte du magnifique travail de production de traces qui a été réalisé au moment même de cette lutte sociale. Le recueil de témoignages et sa restitution synthétique donnent ici une dimension inédite à notre regard sur ce mouvement social survenu dans la Suisse du XXIe siècle. Et il serait regrettable, compte tenu de l'importance de cette grève pour l'histoire sociale de ce pays, que ce livre ne soit pas rapidement traduit et diffusé dans toute la Suisse.

CHARLES HEIMBERG

Adrian Knoepfli, *« Wir sind da und bleiben da ». Von Klassenkampf zur Recherche : Hundert Jahre Schaffhauser Arbeiter-Zeitung, 1918-2018,* Schaffhouse, Verlag am Platz, 2018, 190 pages

Acteur marquant de la presse ouvrière suisse, la *Schaffhauser Arbeiter Zeitung* (SAZ) est toujours là, bien vivante, sous la forme d'un hebdomadaire local critique qui, fidèle à son passé et malgré les mutations de ces dernières années, a conservé dans son titre les deux fameuses lettres « AZ ». Elle a célébré en novembre passé son centième anniversaire et, pour l'occasion, a demandé à un historien, Adrian Knoepfli, de raconter son histoire. Une histoire ancrée dans le terroir local, mais qui peut se lire avec profit au sud du Rhin aussi.

Née au lendemain de la grève générale, la SAZ épouse la vie mouvementée du mouvement ouvrier local : d'abord socialiste, elle se proclame communiste en 1921 puis dissidente en 1930 – une majorité de la section schaffhousoise refusant la bolchévisation du parti pour devenir la Kommunistische Partei-Opposition, le journal se voit pris entre une stalinienne *Rote Arbeiter Zeitung* (1930-1932), soutenue par le bâlois *Vorwärts*, et une socialiste *Schaffhauser Tagwacht* (1929-1933), soutenue par le zurichois *Volksrecht*. Mais les deux nouveaux venus ne tiennent pas la distance, redonnant à la SAZ son monopole de seul journal ouvrier dans le canton. La feuille mène les combats qu'il faut, contre le nazisme, contre les fronts, contre la grande bourgeoisie industrielle locale, contre la censure fédérale aussi, si sensible à maintenir de bonnes relations avec l'Allemagne nazie. Elle mène une vie modeste, enfermée dans un modèle classique de courroie de transmission du parti, toute velléité d'élargir l'horizon se heurtant au veto de l'ancienne génération – dans les années 60 encore, Bringolf convoque à l'Hôtel de Ville de Schaffhouse le rédacteur qui se serait permis une remarque critique sur un élu socialiste… Les mentalités changent pourtant, et le paysage médiatique également, avec l'arrivée du *Blick*, la diffusion rapide de la télévision, les ambitions du quotidien zurichois *Tages-Anzeiger*, mettant la SAZ et plusieurs autres journaux socialistes sous pression. En 1970, au terme de difficiles négociations, on met sur pied l'AZ-Ring : une collaboration entre dix journaux socialistes, avec une rédaction centrale à Zurich qui fournit les pages internationales et suisses. L'expérience ne dure que trois ans, tous les titres perdent des

lecteurs. En 1973, l'AZ-Ring disparaît, en même temps que le *Volksrecht*.

La SAZ se tourne alors vers une collaboration avec un journal bourgeois, la *Badener Tagblatt*, qui fournit les pages internationales, suisses et sportives ; de son côté l'imprimerie de la SAZ augmente son chiffre d'affaires en accueillant la *Winterthurer AZ*. La situation financière ne s'améliore guère, malgré diverses réorganisations, le contenu du journal non plus, malgré les coups de boutoir de la rédaction… En 1986, une crise ouverte permet enfin de sortir des vieux schémas : une nouvelle génération de journalistes – Bernard Ott, Hans-Jürg Fehr et Werner Buchter – étoffe l'offre du journal et commence à privilégier l'enquête plutôt que le compte rendu de séances d'associations socialistes. Les jeunes qui prennent alors le pouvoir peuvent compter sur un mécène qui mettra deux fois un million de francs sur la table, ce qui permet, au passage, d'informatiser la rédaction. Cela ne suffit pourtant pas : en 1998, le journal, exsangue, se résout à passer au rythme hebdomadaire, imposant à l'imprimerie un gros manque à gagner. Entre-temps, les derniers titres socialistes ont rendu l'âme, la *Basler AZ* en 1992, l'*Ostschweiz AZ* en 1996, la *Berner Tagwacht* en 1997 alors que cette même année la *Winterthurer AZ* devient une simple *Stadtblatt* hebdomadaire.

Depuis vingt ans, l'hebdomadaire schaffhousois s'accroche et il a fini par trouver ses abonnés. Face aux *Schaffhauser Nachrichten*, il se démarque par des enquêtes dérangeantes, mettant à jour les petites combines locales, et cette indépendance plaît. Mais l'assise financière du journal n'est pas assurée et il doit compter sur l'appui de mécènes qui fournissent régulièrement l'argent nécessaire à sa survie. Signe encourageant, depuis quelques années, les abonnements sont à la hausse…

Écrit dans un style vif, même s'il est parfois un peu long sur certaines querelles locales et un peu court sur certains arrangements financiers, le livre de Knoepfli ne cache pas le décalage grandissant entre le journal et ses lecteurs, entre la rédaction et les pontes du parti, entre l'imprimerie ouvrière et l'éditeur, et la résistance des vieux patriarches rouges face à tout changement. La sortie de crise schaffhousoise tient du miracle : sans le mystérieux mécène des années 1980, le journal serait mort. Ce n'est donc pas un modèle, même si le travail à la fois opiniâtre et optimiste de quelques-uns démontre toute l'importance du facteur humain pour la perpétuation d'un titre indépendant.

ALAIN CLAVIEN

Urs Hardegger, *Spanische Erde : vier Schweizer gegen Franco*,
Zurich, Th. Gut Verlag, 2019

En mai et juin 1938, le *Tages-Anzeiger* a publié en feuilleton le journal d'un volontaire suisse en Espagne, dans le camp républicain. Le quotidien ne donnait pas le nom de l'auteur : il s'agit d'Edi Gmür, un jeune Zurichois parti comme beaucoup d'autres pour diverses raisons, pour soutenir une belle cause, mais aussi parce qu'il n'avait pas de travail, que sa femme était partie, que la vie n'avait pas de sens. Peu avant Noël 1936, il a loué une Mercedes pour deux jours

et embarqué trois copains, avec lesquels il est arrivé à Barcelone le 26 décembre. Les quatre jeunes gens sont enrôlés dans la centurie des anarcho-syndicalistes allemands, qui va rejoindre le front aragonais avec le Groupe international de la colonne Durruti. Gmür obtient d'être démobilisé début août 1937 et rentre en Suisse par petites étapes; la Mercedes l'a précédé, rapatriée par les soins du consul Gonzenbach. Comme tous les volontaires suisses, il est condamné à plusieurs mois de prison qu'il subit de mars à août 1938.

Le feuilleton du *Tages-Anzeiger* a été réédité en 1986 dans un volume collectif; je l'ai publié en français avec le journal d'un volontaire yverdonnois, Albert Minnig (*Pour le bien de la révolution*, Lausanne, CIRA 2006), complété par le manuscrit du journal de Gmür qui diffère un peu de la version en feuilleton.

Urs Hardegger en a fait un beau roman, très documenté, truffé de citations du journal et complété par plus de 80 brèves notices biographiques. Il a refait le parcours en Espagne d'Edi Gmür, sur le front aragonais et les lieux de combats meurtriers, comme l'ermitage de Santa Quiteria. Il s'est mis dans la peau de son personnage, souffrant de la malaria, pleurant ses copains morts au combat, puis, en prison, reprenant la rédaction de son journal. Jusqu'à présent, on ne savait pas pour quelle raison il existait deux versions, le manuscrit et le feuilleton; Urs Hardegger fait l'hypothèse intéressante d'une réécriture, complétant par des souvenirs qui reviennent, des noms, des épisodes, supprimant quelques passages trop personnels. Des personnages zurichois apparaissent, les familles d'Edi et de ses compagnons, des collègues, des footballeurs admirés... La seule part de fiction porte sur les réflexions et les états d'âme du personnage principal. Son roman précédent, *Es gilt die Tat* (2017), était construit de la même manière, sur la base d'une solide documentation historique. Il porte sur les mouvements ouvriers et les troubles à Zurich en novembre 1917.

C'est une jolie manière de donner à lire des documents historiques. La chronologie émiettée peut être un peu difficile à suivre, mais des dates viennent à l'aide des lectrices. L'auteur ne donne pas de leçon, ne fait pas un cours sur la révolution espagnole (ou la révolution russe dans l'autre ouvrage cité); espérons qu'il donnera envie d'en savoir plus sur les époques remémorées.

Je mettrais volontiers dans la même catégorie le roman de Pierrette Frochaux, *La fille du cabinotier* (Lausanne, Plaisir de lire, 2019), qui se fonde sur une riche documentation familiale réunie avec patience et présentée telle quelle dans un ouvrage précédent. À la différence des livres de Hardegger, il s'agit ici de la vie d'une famille ouvrière à Genève sur une plus longue période: trois générations, de la fin du XIXe siècle à la Deuxième Guerre mondiale. Mais là aussi la vie du personnage principal est inscrite dans la vie des petites gens et des grands événements.

MARIANNE ENCKELL

Quelques publications récentes à signaler

Hadrien Buclin, *Les intellectuels de gauche. Critique et consensus dans la Suisse d'après-guerre (1945-1968)*, Lausanne, Antipodes, 2019.

Lukas Emmenegger, *Die Verwendung von Radiumleuchtfarbe in der Schweizer Uhrenindustrie (1907-1963). Historischer Bericht im Auftrag des Bundesamtes für Gesundheit*, Masterarbeit, Bern, 2018.

« L'engagement des femmes des classes populaires en France depuis 1945 », sous la dir. de Ingrid Hayes et Magali Della Sudda, *Le Mouvement social*, octobre-décembre 2018.

Lucas Federer, Gleb J. Albert, Monika Dommann (dir.), *Archive des Aktivismus: Schweizer Trotzkist·innen im Kalten Krieg*, Zurich, Intercom Verlag, 2018 (Æther 02).

David Häni, *Kaiseraugst besetzt! Die Bewegung gegen das Atomkraftwerk*, Basel, Schwabe Basel, 2018.

André Holenstein, Patrick Kury, Kristina Schulz, *Schweizer Migrationsgeschichte. Von den Anfängen bis zur Gegenwart*, Baden, hier und jetzt, 2018.

« Internationalisme au féminin, de la guerre d'Espagne au Rojava », dossier coordonné par Edouard Sill, *Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique*, janvier-mars 2019.

Sandro Marcacci, *L'eau, le sale, la peur*, Lausanne, Éditions d'en bas, 2019.

Werner Portmann, Heinz Gabathuler (dir.), *Zukunft mit Geschichten, 100 Jahre VPOD Sektion Zürich Kanton*, Zurich, VPOD, 2018.